

Voor de ambtenaar bekleed met de graden van rang 13, 15 en 16 is deze periode van zes maanden drie keer hernieuwbaar.

De ambtenaar die als dusdanig in dienst blijft na de wettelijke pensioenleeftijd, behoudt gedurende deze periode zijn hoedanigheid van ambtenaar.

De beslissing wordt door het College genomen op voordracht van het Collegelid met Openbaar Ambt in zijn bevoegdheden.

De beslissing tot verlenging moet gemotiveerd worden.

Art. 3. In artikel 160 van hetzelfde besluit wordt 2° ingetrokken.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2011.

Art. 5. Het Collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 10 november 2011.

Namens het College,

B. CEREXHE,
Collegelid belast met Openbaar Ambt.

Ch. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College.

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

F. 2012 — 2073

[2012/203167]

19 AVRIL 2012. — Arrêté 2011/374 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mai 2011;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 7 juillet 2011;

Vu le protocole 2011/41 du 16 novembre 2011 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis 50.841/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2012, en application de l'article 84,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 2. Le Titre I^{er} et le Titre II de la partie IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, modifiés par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 et du 10 mai 2001 sont remplacés par ce qui suit :

« TITRE I^{er}. — Des conditions de recrutement

Art. 17. § 1^{er}. Nul ne peut être nommé fonctionnaire s'il ne satisfait pas aux conditions suivantes :

1^o réunir les conditions d'admissibilité pour l'emploi à conférer;

2^o réussir le concours de recrutement;

3^o accomplir avec succès le stage probatoire.

§ 2. Nul ne peut être nommé fonctionnaire s'il ne remplit pas les conditions d'admissibilité qui suivent : 1° être belge lorsque les fonctions à exercer comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique ou aux fonctions qui ont pour objet de sauvegarder les intérêts généraux de la Commission communautaire française ou des autres collectivités publiques;

2° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer;

5° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau de grade à conférer.

Le Service interne de prévention et de protection au travail (SIPP) effectue les examens relatifs à l'aptitude médicale.

§ 3. L'administrateur général, en concertation avec l'administrateur délégué du SELOR, s'assure que les lauréats réunissent les conditions d'admissibilité requises.

Les lauréats qui ne sont pas encore porteurs du diplôme ou du certificat d'études exigé ou qui ne peuvent produire ces documents ne peuvent faire valoir, en vue d'une nomination, le bénéfice de leur classement parmi les lauréats qu'à partir du jour où ils auront fourni à l'administrateur délégué du SELOR ce diplôme ou certificat d'études. Il incombe aux lauréats d'en apporter la preuve.

Les lauréats qui ont été provisoirement écartés mais satisfont toutefois par la suite aux conditions requises, sont admis en stage au grade pour lequel ils ont concouru. Ceux qui ne satisfont pas à ces conditions sont exclus.

Si l'admission au stage a été retardée parce qu'une enquête en vue d'apprécier si la conduite du stagiaire répond aux exigences de la fonction, et si le stagiaire est dépassé au sein du service du Collège par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage.

TITRE II. — Des concours de recrutement

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 18. Les concours de recrutement sont organisés pour la nomination aux grades de recrutement.

Art. 19. Les concours de recrutement comportent une épreuve de base et éventuellement une ou plusieurs épreuves complémentaires destinées à évaluer, par métier, groupe de métiers, emplois ou groupe d'emplois déterminés, par niveau ou par grade, les capacités génériques communes à l'exercice d'une fonction dans le secteur public.

Le classement des lauréats, appelé classement général, est établi sur base des résultats obtenus lors de l'épreuve de base.

Art. 20. Les concours de recrutement sont organisés par le SELOR, à la demande du Membre du Collège chargé de la Fonction publique. L'administrateur délégué du SELOR peut toutefois confier aux services du Collège de la Commission communautaire française tout ou partie de l'organisation des concours, en accord avec le Membre du Collège chargé de la Fonction publique.

L'administrateur délégué du SELOR annonce l'organisation des concours de recrutement au moins par un avis au *Moniteur belge*. Cet avis mentionne au moins la date limite de dépôt des candidatures et précise, le cas échéant, la durée de validité et l'importance de la réserve des lauréats.

Lors de l'organisation d'un concours de recrutement, l'administrateur général fixe la date à laquelle les candidats doivent satisfaire aux conditions relatives aux diplômes ou certificats d'études et le cas échéant à des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles.

Les candidats disposent d'au moins quatorze jours pour se porter candidat.

L'administrateur délégué du SELOR ou son représentant fixe la date et le lieu de l'épreuve de base, arrête la liste des candidats et les convoque par lettre au moins dix jours avant la date de l'épreuve de base. Ce délai commence à partir du troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire.

Art. 21. Un jury d'examen est constitué lors de chaque épreuve de base.

Le jury de l'épreuve de base comprend le président, qui est l'administrateur délégué du SELOR ou son représentant, et deux assesseurs au moins ou leurs suppléants. Le président et les assesseurs ou leur suppléant ont voix délibérative. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

L'administrateur délégué du SELOR, en concertation avec l'administrateur général, désigne les membres du jury parmi :

1° les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, titulaires d'un emploi d'un niveau au moins égal au niveau de l'emploi à conférer et possédant une ancienneté de niveau de 3 ans au moins;

2° les personnes particulièrement qualifiées en raison de leur compétence.

CHAPITRE II. — *Constitution des réserves de lauréats*

Art. 22. § 1^{er} L'administrateur délégué du SELOR ou son délégué établit le procès-verbal fixant le classement des candidats à l'issue de l'épreuve de base. Il en assure la publication au *Moniteur belge* à moins que la liste ne soit notifiée à tous les candidats qui ont participé au concours.

Chaque lauréat reçoit communication de ses résultats. Ceux-ci figurent au dossier individuel dès son admission au stage.

§ 2. Une réserve de lauréats, appelée réserve générale, est constituée pour chaque concours de recrutement, à l'issue de l'épreuve de base.

La réserve générale a une durée de validité de deux ans. Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique peut, après consultation de l'administrateur délégué du SELOR, fixer une autre durée. Il en informe les candidats.

Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique peut également prolonger la durée de validité d'une réserve générale existante par périodes d'un an maximum lorsque les besoins des services du Collège le justifient. Il en informe les lauréats.

Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique peut déterminer préalablement à la constitution d'une réserve le nombre de lauréats admis dans cette réserve.

§ 3. Lorsque des épreuves complémentaires sont organisées, l'administrateur général décide si une ou plusieurs réserves de lauréats, appelées réserves spécifiques, doivent ou non être constituées.

La durée des réserves spécifiques d'un concours ne peuvent dépasser la durée de validité de la réserve générale de ce même concours.

CHAPITRE III. — *Description des fonctions, programme et détermination des points*

Art. 23. Après concertation avec l'administrateur délégué du SELOR et sur avis du Conseil de direction, l'administrateur général fixe :

1° les socles de compétences communs à différentes fonctions ou la description de fonction de l'emploi ou des emplois correspondant au grade de recrutement et la qualification requise des agents à recruter;

2° le programme de l'épreuve de base;

3° l'organisation éventuelle d'épreuves complémentaires;

4° le minimum de points qui est exigé pour chaque épreuve.

De plus, après concertation avec l'administrateur délégué du SELOR, l'administrateur général, après avis du Conseil de direction, peut :

1° imposer des conditions particulières de recrutement lorsque la nature de la fonction l'exige;

2° préciser les diplômes qui donnent accès à la fonction pour laquelle un concours de recrutement est organisé;

3° imposer, pour un concours déterminé, des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles consistant dans des connaissances pratiques ou acquises dans l'exercice d'une activité antérieure, lorsque de telles conditions sont justifiées par la nature des emplois à conférer;

4° admettre à un concours déterminé, les étudiants qui accomplissent la dernière année d'études requises pour qu'ils obtiennent le diplôme ou le certificat d'études exigé.

CHAPITRE IV. — *Epreuve préalable*

Art. 24. Après la clôture des inscriptions, l'administrateur général, en accord avec l'administrateur délégué du SELOR, peut, lorsqu'il estime que le nombre de candidats inscrits le justifie, ajouter au programme du concours une épreuve préalable.

Il détermine, en concertation avec l'administrateur délégué du SELOR, la nature de l'épreuve préalable et, le cas échéant, la matière sur laquelle elle portera.

Sur base des résultats de l'épreuve préalable, le jury visé à l'article 21 arrête le nombre de candidats admissibles au concours et en dresse la liste.

Pour le classement des lauréats du concours, il n'est pas tenu compte des résultats obtenus à l'épreuve préalable.

CHAPITRE V. — *Epreuve complémentaire et classement spécifique des lauréats*

Art. 25. § 1^{er}. L'administrateur général, en accord avec l'administrateur délégué du SELOR, peut décider d'organiser une ou plusieurs épreuves complémentaires, sur base d'une description de fonction déterminée ou de fonctions-type.

L'administrateur général fixe le nombre de lauréats qui peuvent être consultés pour participer à l'épreuve complémentaire.

Les lauréats sont consultés en tenant compte de l'ordre du classement général.

Si, à l'issue de l'épreuve complémentaire organisée pour les lauréats visés à l'alinéa précédent, aucun de ceux-ci n'est jugé apte à la fonction, l'administrateur général fixe à nouveau le nombre de lauréats se trouvant à la suite du classement général qui peuvent être consultés pour participer à ladite épreuve. Il renouvelle cette opération autant de fois qu'il est nécessaire, en respectant chaque fois l'ordre du classement.

L'inscription à l'épreuve complémentaire est facultative.

§ 2. Les candidats à l'épreuve complémentaire sont convoqués par l'administrateur général dans l'ordre du classement général. Ils sont convoqués par lettre au moins dix jours avant la date de l'épreuve. Ce délai commence à partir du troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire.

Les candidats absents à l'épreuve complémentaire sans justification ne sont plus consultés aussi longtemps qu'ils n'en font pas la demande par courrier.

§ 3. Les lauréats de l'épreuve complémentaire jugés aptes par le jury visé au paragraphe 5 pour la fonction à exercer font l'objet d'un classement spécifique, distinct du classement général.

L'administrateur délégué du SELOR ou son délégué établit le procès-verbal fixant le classement spécifique des candidats.

Le classement général est maintenu à côté du classement spécifique établi sur base de l'épreuve complémentaire.

§ 4. Sans préjudice de l'application de l'article 22 § 2, alinéa 4, si, pour une épreuve complémentaire, l'administrateur général décide de la constitution d'une réserve spécifique, les lauréats de cette épreuve complémentaire non classés en ordre utile y sont versés. Ils maintiennent en même temps leur classement général dans la réserve générale.

Les lauréats d'une ou de plusieurs épreuves complémentaires peuvent faire partie d'une ou de plusieurs réserves spécifiques et, en même temps, de la réserve générale.

Les lauréats de l'épreuve de base qui n'ont pas réussi l'épreuve complémentaire ou qui s'en sont désistés maintiennent leur classement général, ainsi que leur classement spécifique établi sur base d'autres épreuves complémentaires qu'ils ont réussies.

Après avoir échoué cinq fois à des épreuves complémentaires d'un même concours, le lauréat n'est plus appelé et il est rayé d'office de la réserve générale et des réserves spécifiques.

§ 5. Un jury d'examen est constitué lors de chaque épreuve complémentaire.

Le jury comprend le président, qui est l'administrateur délégué du SELOR ou son représentant et deux assesseurs au moins ou leurs suppléants. Le président et les assesseurs ou leur suppléant ont voix délibérative. A défaut de consensus, les décisions sont prises à la majorité des voix.

L'administrateur délégué du SELOR peut désigner pour le représenter l'administrateur général qui, lui-même, peut se faire représenter par un fonctionnaire revêtu du grade de Conseiller Chef de service au moins.

L'administrateur délégué du SELOR, en concertation avec l'administrateur général, désigne les membres du jury parmi :

1° les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, titulaires d'un emploi d'un niveau au moins égal au niveau de l'emploi à conférer et possédant une ancienneté de niveau de 3 ans au moins;

2° et éventuellement des personnes particulièrement qualifiées en raison de leur compétence.

CHAPITRE VI. — Admission au stage des lauréats

Art. 26. § 1^{er}. Lorsqu'un emploi vacant doit être occupé par un lauréat d'un concours de recrutement et si aucune épreuve complémentaire n'a été organisée pour la fonction à exercer, le Collège est lié par le classement général des lauréats et tient compte de l'ordre de ce classement. L'administrateur général adresse une demande en ce sens à l'administrateur délégué du SELOR.

Pour un recrutement effectué après une épreuve complémentaire, le Collège est lié par le classement spécifique établi sur base de l'épreuve complémentaire et tient compte de l'ordre de ce classement. L'administrateur général adresse une demande en ce sens à l'administrateur délégué du SELOR.

§ 2. Lorsque plusieurs emplois sont proposés simultanément aux lauréats d'une réserve de recrutement, le Collège peut appeler le lauréat sélectionné après la clôture soit de chacune des épreuves complémentaires, soit de plusieurs d'entre elles. Si l'appel a eu lieu après la clôture de plusieurs épreuves complémentaires, le lauréat sélectionné dispose du choix de l'emploi parmi ceux dans lesquels il est sélectionné.

Entre lauréats de deux ou plusieurs concours de recrutement, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité.

26bis. § 1^{er}. Les lauréats sont admis au stage dans la fonction pour laquelle ils ont concouru dans l'ordre du classement général ou dans l'ordre du classement spécifique dans les cas où une épreuve complémentaire a été organisée.

Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique fixe un délai maximum pour l'entrée en service du candidat sélectionné.

Toutefois, lorsque le lauréat qui se trouve sous les liens d'un contrat à durée indéterminée doit encore respecter un délai de préavis chez son employeur, il est appelé en service le premier jour du mois qui suit l'expiration de ce délai.

§ 2. Les lauréats peuvent demander à ne plus être appelés temporairement pour être admis en stage. A leur demande écrite, leur candidature est de nouveau prise en considération lors de l'appel suivant.

Les lauréats qui ne répondent pas à un appel pour être admis en stage sont d'office en sursis et ne sont plus appelés aussi longtemps qu'ils n'en font pas la demande par lettre recommandée.

Les lauréats peuvent refuser un emploi proposé. Après le troisième refus, ils sont rayés d'office de la réserve générale et des réserves spécifiques.

Les lauréats qui acceptent un emploi s'engagent à l'occuper. Ceux qui, après cette acceptation, refusent d'entrer en fonction ou n'occupent pas l'emploi dans les délais fixés, sont rayés d'office desdites réserves.

CHAPITRE VII. — Appel aux réserves relevant des autres autorités

Art. 26ter. En l'absence de réserve de recrutement ou si aucun lauréat d'une réserve n'accepte l'emploi proposé, le Membre du Collège chargé de la fonction publique peut, moyennant l'accord des autorités fédérales ou des autres entités fédérées, faire appel aux réserves de lauréats qui relèvent de ces autorités pour un recrutement dans un emploi des services du Collège.

Dans ce cas, l'administrateur délégué du SELOR ou la personne qu'il délègue organise une ou plusieurs épreuves complémentaires selon les règles prévues à l'article 25 du présent arrêté ».

Art. 3. Dans l'article 27, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « Sans préjudice des exceptions visées à l'article 17, § 2, pour lesquelles un stage n'est pas prévu » sont abrogés.

Art. 4. L'article 28 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 36 du même arrêté, le paragraphe 1^{er} est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 39 du même arrêté, le paragraphe 2, 2^{ème} alinéa est abrogé.

Art. 7. Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 avril 2012.

Chr. DOULKERIDIS,
Président du Collège

B. CEREXHE,
Membre du Collège chargé de la Fonction publique

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 2012 — 2073

[2012/203167]

19 APRIL 2012. — Besluit 2011/374 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87, § 3, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse hervormingen, artikel 79;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige vaardigheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1^o;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige vaardigheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1^o;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 5 mei 2011;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met de Begroting, verleend op 7 juli 2011;

Gelet op het protocol 2011/41 van 16 november 2011 van het Comité van Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies 50.841/2 van de Raad van State verleend op 8 februari 2012 in toepassing van artikel 84, § 1, 1^e lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met Openbaar Ambt;

Na beraad,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikels 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Titel I en titel II van het deel IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 en van 10 mei 2001 worden vervangen door het volgende :

« TITEL I. — De wervingsvoorwaarden

Art. 17. § 1. Niemand kan tot ambtenaar worden benoemd, indien hij niet voldoet aan de hierna volgende voorwaarden :

1^o de toelaatbaarheidsvereisten voor de toe te kennen job vervullen;

2^o slagen voor het wervingsexamen;

3^o de proeftijd met succes voltooien.

§ 2. Niemand kan tot ambtenaar worden benoemd, indien hij niet voldoet aan de volgende toelaatbaarheidsvereisten :

1^o Belg zijn wanneer de uit te oefenen functies een rechtstreekse of onrechtstreekse deelname bevatten voor de uitoefening van de openbare macht of voor functies die het algemeen belang van de Franse Gemeenschapscommissie of andere openbare collectiviteiten moeten vrijwaren;

2^o van een gedrag zijn dat beantwoordt aan de vereisten van de betrekking;

3^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4^o de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten om de betrekking uit te oefenen;

5^o houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad.

De interne dienst voor preventie en bescherming op het werk (IDPB) organiseert de testen met betrekking tot de lichamelijke geschiktheid.

§ 3. De algemeen bestuurder, in overleg met de afgevaardigde bestuurder van SELOR, verzekert zich ervan dat de geslaagden de vereiste toelaatbaarheidsvereisten vervullen.

De geslaagden die nog geen houder zijn van het vereiste diploma of studiegetuigschrift of die deze documenten niet kunnen voorleggen, kunnen, met het oog op een benoeming, zich slechts vanaf de dag waarop zij aan de afgevaardigde bestuurder van SELOR het vereiste diploma of studiegetuigschrift hebben voorgelegd, op hun rangschikking beroepen. De geslaagden moeten hiervan een bewijs tonen.

De geslaagden die voorlopig werden geweerd doch naderhand aan de gestelde eisen voldoen, worden tot de stage toegelaten in de graad waarvoor zij hebben medegedongen. Zij, die aan deze eisen niet voldoen, worden uitgesloten.

Indien de toelating tot de stage verlaat werd wegens een onderzoek om te beoordelen of het gedrag van de stagiair beantwoordt aan de vereisten van de betrekking, en indien de stagiair voorbijgestoken wordt binnen de dienst van het College door een of meerdere geslaagden van hetzelfde examen die na hem gerangschikt stonden, neemt hij de rang op de dag dat deze geslaagde of de best gerangschikte van deze geslaagden zijn stage is begonnen.

TITEL II. — Wervingsexamens

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. 18. De wervingsexamens worden georganiseerd voor de benoeming tot de wervingsgraden.

Art. 19. De wervingsexamens omvatten een basisproef en eventueel één of meerdere aanvullende proeven bedoeld om per beroep, verzameling beroepen, betrekkingen of verzameling van betrekkingen, per niveau of per graad de generieke vaardigheden gemeenschappelijk aan de uitoefening van een functie in de publieke sector te beoordelen.

De rangschikking van de geslaagden, de zogenaamde algemene rangschikking, wordt opgesteld op basis van de resultaten verkregen tijdens de basisproef.

Art. 20. De wervingsexamens worden georganiseerd door SELOR, op vraag van het Collegelid belast met het Openbaar Ambt. De afgevaardigde bestuurder van SELOR kan echter aan de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie de gehele of gedeeltelijke organisatie van de examens toevertrouwen, mits toestemming van het Collegelid belast met het Openbaar Ambt.

De afgevaardigde bestuurder van SELOR kondigt de organisatie van de wervingsexamens aan minstens via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Deze bekendmaking vermeldt minstens de laatste datum voor indiening van de kandidaturen en verduidelijkt, indien nodig, de geldigheidsduur en het belang van de reserve van de geslaagden.

Tijdens de organisatie van een wervingsexamen, bepaalt de algemene bestuurder de datum waarop de kandidaten de voorwaarden moeten vervullen betreffende de diploma's en studiegetuigschriften en indien nodig de bijzondere voorwaarden voor beroepsvaardigheden.

De kandidaten hebben minstens twee weken de tijd om zich kandidaat te stellen.

De afgevaardigde bestuurder van SELOR of zijn vertegenwoordiger bepaalt de datum en de plaats van de basisproef, stelt de lijst van kandidaten op en nodigt hen schriftelijk uit minstens tien dagen voor de datum van de basisproef. Deze termijn gaat van start vanaf de derde werkdag die volgt op de dag waarop het aangetekend schrijven aan de diensten van de post werd bezorgd, behalve ingeval van ander bewijs van de ontvanger.

Art. 21. Een examenjury wordt voor elke basisproef samengesteld.

De examenjury van de basisproef bestaat uit de voorzitter, die de afgevaardigde bestuurder van SELOR is of zijn vertegenwoordiger, en minstens twee assessoren of hun plaatsvervangers. De voorzitter en de assessoren of hun plaatsvervangers zijn stemgerechtigd. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen.

De afgevaardigde bestuurder van SELOR benoemt, in overleg met de Algemeen bestuurder, de juryleden die gekozen worden uit :

1° de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, titularissen van een betrekking van een niveau dat minstens gelijk is aan het niveau van de toe te kennen betrekking en die een anciënniteit hebben van minstens 3 jaar;

2° de omwille van hun vaardigheden bijzonder gekwalificeerde mensen.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling van de reserve van geslaagden

Art. 22. § 1. De afgevaardigde bestuurder van SELOR of zijn vertegenwoordiger stelt een proces-verbaal op met de rangschikking van de kandidaten na afloop van de basisproef. Hij staat in voor de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad* tenzij de lijst niet is medegedeeld aan alle kandidaten die aan het examen hebben deelgenomen.

Elke geslaagde krijgt zijn resultaten. Deze staan in het individuele dossier vanaf de toelating tot de stage.

§ 2. De reserve van de geslaagden, genaamd de algemene reserve, wordt voor elk wervingsexamen gevormd na de basisproef.

De algemene reserve heeft een geldigheidsduur van twee jaar. Het Collegelid belast met het Openbaar Ambt kan, na raadpleging van de afgevaardigde bestuurder van SELOR een andere termijn vastleggen. Hij informeert de kandidaten hierover.

Het Collegelid belast met het Openbaar Ambt kan eveneens de geldigheidsduur van een bestaande algemene reserve verlengen per periode van maximum 1 jaar indien de behoeften van de diensten van het College dit rechtvaardigen. Hij houdt de geslaagden hiervan op de hoogte.

Het Collegelid belast met het Openbaar Ambt kan voor de vorming van een reserve het aantal in deze reserve toegelaten geslaagden vastleggen.

§ 3. Wanneer er aanvullende proeven worden georganiseerd, beslist de Algemeen bestuurder of één of meerdere reserves van geslaagden, bijzondere reserves genoemd, al dan niet gevormd moeten worden. De duur van de bijzondere reserves van een proef mag de geldigheidsduur van de algemene reserve van dezelfde proef niet overstijgen.

HOOFDSTUK III. — Omschrijving van de functies, programma en vastlegging van de punten

Art. 23. Na overleg met de afgevaardigde Bestuurder van SELOR en op advies van de Directieraad bepaalt de algemeen bestuurder :

1° de referentiesystemen houdende de basisvaardigheden die verschillende functies gemeen hebben of de functiebeschrijving van de betrekking of betrekkingen die overeenkomen met de wervingsgraad en de vereiste kwalificatie van de aan te werven ambtenaren;

2° het programma van de basisproef;

3° de eventuele organisatie van aanvullende proeven;

4° het minimum aantal punten vereist voor elke proef.

Bovendien, na overleg met de afgevaardigde bestuurder van SELOR, kan de algemeen bestuurder, na advies van de Directieraad :

1° bijzondere wervingsvereisten opleggen wanneer de aard van de functie dit vereist;

2° de diploma's verduidelijken die toegang verschaffen tot de functie waarvoor een wervingsexamen wordt georganiseerd;

3° voor een bepaald examen, de bijzondere voorwaarden opleggen van beroepsvaardigheden bestaande uit de praktische of vereiste kennis, de uitoefening van een vorige activiteit, wanneer zulke voorwaarden gerechtvaardigd zijn door de aard van de toe te kennen betrekkingen;

4° tot een bepaald examen studenten toelaten die in hun laatste studiejaar zitten van de studies voor het behalen van het vereiste diploma of studiegetuigschrift.

HOOFDSTUK IV. — Voorexamen

Art. 24. Na afsluiting van de inschrijvingen kan de Algemeen bestuurder, indien deze van mening is dat het aantal ingeschreven kandidaten dit rechtvaardigt, een voorexamen toevoegen aan het examenprogramma.

Hij bepaalt, in overleg met de afgevaardigde bestuurder van SELOR, de aard van het voorexamen en, indien nodig, de kwestie waarover het zal gaan.

Op basis van de resultaten van het voorexamen, beslist de jury bedoeld in artikel 21 over het aantal kandidaten die toegelaten worden voor het examen en maakt de lijst ervan op.

Voor de rangschikking van de geslaagden van het examen, wordt er geen rekening gehouden met de resultaten van het voorexamen.

HOOFDSTUK V. — Aanvullende proef en bijzondere rangschikking van de geslaagden

Art. 25. § 1. De algemeen bestuurder kan, in samenspraak met de afgevaardigde bestuurder van SELOR, beslissen om één of meerdere aanvullende proeven te organiseren, op basis van een bepaalde functieomschrijving of typefunctie.

De algemeen bestuurder bepaalt het aantal geslaagden dat moet worden ingelicht om aan de aanvullende proef deel te nemen.

De geslaagden worden geraadpleegd rekening houdend met de volgorde van de algemene rangschikking.

Indien, na afloop van de aanvullende proef, die werd georganiseerd voor de in het vorige lid bedoelde geslaagden, geen enkele van deze laatsten geschikt wordt geacht voor de functie, bepaalt de algemeen bestuurder opnieuw het aantal geslaagden volgend in de algemene rangschikking, die mogen deelnemen aan deze proef. Hij herhaalt deze handeling zoveel als nodig is telkens met inachtneming van de volgorde van de rangschikking.

De inschrijving voor de aanvullende proef is niet verplicht.

§ 2. De kandidaten voor de aanvullende proef worden opgeroepen door de Algemeen bestuurder in de volgorde van de algemene rangschikking. Ze worden per brief opgeroepen, minstens tien dagen voor de datum van de proef. Deze termijn gaat van start vanaf de indiening van de aangetekende brief bij de post, behalve in geval van ander bewijs van de ontvanger.

De kandidaten die voor de aanvullende proef afwezig zijn zonder rechtvaardiging, worden niet meer ingelicht zolang zij hier schriftelijk niet achter vragen.

§ 3. De geslaagden van de aanvullende proef die geschikt zijn geacht door de in paragraaf 5 bedoelde jury voor de uit te oefenen functie zijn het voorwerp van een bijzondere rangschikking, verschillend van de algemene rangschikking.

De afgevaardigde bestuurder van SELOR of zijn vertegenwoordiger stelt het proces-verbaal op waarin de specifieke rangschikking van de kandidaten wordt opgenomen.

De algemene rangschikking wordt naast de specifieke rangschikking gelegd die op basis van de aanvullende proef is opgesteld.

§ 4. Onverminderd de toepassing van artikel 22 § 2, 4e lid, indien, voor een aanvullende proef, de algemene bestuurder beslist om een bijzondere reserve te vormen, worden de niet batig gerangschikte geslaagden van deze aanvullende proef daarin opgenomen. Zij behouden tegelijkertijd hun algemene rangschikking in de algemene reserve.

De geslaagden voor één of meerdere aanvullende proeven kunnen deel uitmaken van een of meerdere bijzondere reserves en, tegelijkertijd, van de algemene reserve.

De geslaagden voor de basisproef die niet geslaagd zijn voor de aanvullende proef of die er niet aan hebben deelgenomen, behouden hun algemene rangschikking evenals hun specifieke rangschikking vastgesteld op basis van andere aanvullende proeven waarvoor ze wel slaagden.

Na vijf maal niet geslaagd te zijn voor aanvullende proeven voor éénzelfde examen, wordt de geslaagde eveneens niet meer opgeroepen en van ambtswege uit de algemene reserve en de bijzondere reserves geschrapt.

§ 5. Een examenjury wordt voor elke aanvullende proef gevormd.

De jury bestaat uit een voorzitter, die de afgevaardigde bestuurder van SELOR is of zijn vertegenwoordiger en minstens twee assessoren of hun plaatsvervangers. De voorzitter en de assessoren of hun plaatsvervanger zijn stemgerechtigd. Bij gebrek aan consensus worden de beslissingen bij meerderheid van stemmen genomen.

De afgevaardigde bestuurder van SELOR kan de algemeen bestuurder aanduiden om hem te vertegenwoordigen die zelf zich kan laten vertegenwoordigen door een ambtenaar met minstens de graad van hoofdadviseur van de dienst.

De afgevaardigde bestuurder van SELOR duidt, in overleg met de algemeen bestuurder de juryleden aan uit :

1° de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, titularissen van een betrekking van een niveau dat minstens gelijk is aan het niveau van de toe te kennen betrekking en met een anciënniteit van minstens 3 jaar;

2° en eventueel mensen die bijzonder gekwalificeerd zijn omwille van hun vaardigheden.

HOOFDSTUK VI. — *Toelating tot de stage van geslaagden*

Art. 26. § 1. Wanneer een vacante betrekking bezet moet worden door een geslaagde van een wervingsexamen en indien geen aanvullende proef georganiseerd werd voor de uit te oefenen betrekking, is het College gebonden door de algemene rangschikking van de geslaagden en houdt het rekening met de volgorde van deze rangschikking. De algemeen bestuurder dient zo'n aanvraag in bij de afgevaardigde bestuurder van SELOR.

Voor een werving uitgevoerd na een aanvullende proef, is het College gebonden door de bijzondere rangschikking opgesteld op basis van de aanvullende proef en houdt het rekening met de volgorde van deze rangschikking. De algemeen bestuurder richt een verzoek aanvraag in deze zin aan de afgevaardigde bestuurder van SELOR.

§ 2. Indien verschillende betrekkingen gelijktijdig aangeboden worden aan de geslaagden van een wervingsreserve, kan het College een beroep doen op de geselecteerde kandidaat na afronding van ofwel elk van de aanvullende proeven of van meerdere proeven. Indien de oproep plaats heeft na afronding van verschillende aanvullende proeven, kan de geselecteerde kiezen uit de betrekkingen waarvoor hij werd geselecteerd.

Onder geslaagden van twee of meerdere wervingsexamens, wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het examen waarvan het proces-verbaal op de minst recente datum werd afgesloten.

Art. 26bis. § 1. De geslaagden worden toegelaten tot de stage voor de functie waarvoor zij examen hebben afgelegd in de volgorde van de algemene rangschikking of in de volgorde van de bijzondere rangschikking in de gevallen waarin een aanvullende proef georganiseerd werd.

Het Collegelid belast met het Openbaar Ambt bepaalt een maximumtermijn voor de indiensttreding van de gekozen kandidaat.

Wanneer evenwel de geslaagde die werd aangeworven bij arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur bij zijn werkgever een opzeggingstermijn moet eerbiedigen, wordt hij in dienst geroepen de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van deze termijn.

§ 2. De geslaagden kunnen vragen om tijdelijk niet meer ingelicht te worden om toegelaten te worden tot een stage. Op hun schriftelijk verzoek wordt met hun kandidatuur opnieuw rekening gehouden bij de eerstvolgende oproep.

De geslaagden die een oproep om een stage te volgen, niet beantwoorden worden van ambtswege geschorst en worden niet meer opgeroepen, zolang zij het niet per aangetekend schrijven aanvragen.

De geslaagden kunnen een voorgestelde betrekking weigeren. Na de derde weigering worden ze van ambtswege uit de algemene reserve en de bijzondere reserves geschrapt.

De geslaagden die een betrekking aanvaarden, verbinden er zich toe in dienst te treden. Zij die, na deze aanvaarding, weigeren in dienst te treden of de betrekking niet binnen de vastgelegde termijn aannemen, worden van ambtswege uit de genoemde reserves geschrapt.

HOOFDSTUK VII. — *Oproep tot de reserves behorende tot andere overheden*

Art. 26ter. In afwezigheid van de wervingsreserve of indien geen enkele geslaagde van een reserve de voorgestelde betrekking aanvaardt, kan het Collegelid belast met het openbaar ambt, mits akkoord van de federale overheid of andere gefedereerde entiteiten, een beroep doen op de reserves van geslaagden die vallen onder deze overheid voor een werving in een betrekking van de diensten van het College.

In dit geval organiseert de afgevaardigde bestuurder van SELOR of de persoon die hij afvaardigt, een of meerdere aanvullende proeven volgens de regels voorzien in artikel 25 van dit besluit ».

Art. 3. In artikel 27, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « zonder afbreuk te doen aan de uitzonderingen als bedoeld in artikel 17, § 2, voor dewelke geen stage is voorzien » geschrapt.

Art. 4. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 5. In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 geschrapt.

Art. 6. In artikel 39 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2, 2e lid geschrapt.

Art. 7. Het Collegelid belast met het Openbaar Ambt is verantwoordelijk voor de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 april 2012.

Chr. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

B. CEREXHE,
Collegelid belast met het Openbaar Ambt